THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

Capacités afrique

N° 11 | janvier-mars 2017
www.acbf-pact.org/fr

L'ACBF DÉSORMAIS PARFAITEMENT ANCRÉE dans l'architecture de développement de l'Afrique

L'ÉGYPTE ET LE GOLFE : NOUVELLES AVANCÉES

STI la voie à suivre pour l'Afrique

AU SOMMAIRE

Le Président de la Commission de l'UA, S.E. Moussa Faki Mahamat (à g.), accueille le Secrétaire exécutif de l'ACBF, Pr. Emmanuel Nnadozie, au siège de l'UA à Addis-Abéba, en Éthiopie.

4 L'ACBF désormais parfaitement ancrée dans l'architecture de développement de l'Afrique

3 Éditorial : De notre secrétaire exécutif

6 L'Égypte et le Golfe : nouvelles avancées attendues pour les capacités et le développement de l'Afrique

7 Partenariat ACBF-Afreximbank pour soutenir l'Afrique

8 L'info à chaud : Rapports de l'ACBF sur les STI, l'Agenda 2063

10 Trilogie sur les impératifs de capacité de l'Afrique pour la réalisation de l'Agenda 2063

11 Hommage au professeur Callisto Enias Madavo

Africa Capable of Achieving its Own Development

L'Afrique capable d'assurer son propre développement

Capacités afrique

Détecteur de Publication :
Pr. Emmanuel Nnadozie

Supervision :
Bakary Kone

Rédacteur en chef :
Abel Akara Ticha

Les contributions de tous les départements de l'ACBF ont été chapeautées par :
Mme Grace Kaimila-Kanjo
Dr Thomas Munthali
Dr Roger Atindehou
Mr Shupikayi Chimhini
Dr. Folasade Ayonrinde
Mr Edwin Moses Owour

Collaborateurs :
Baffour Ankomah
Tsitsi Amanda Mtetwa
Tsitsi Chakonza
Tendai Matereke
Aku Burawudi
Blaise Kiwanuka
Patience Yakobe
Walter Mangwende

Nous ne pouvons pas le faire seuls

Cher lecteur,

L'année passée, nous avons célébré 25 ans de service à l'Afrique grâce à des programmes de renforcement des capacités valant plus de 700 millions de dollars répartis dans 45 pays et 8 communautés économiques régionales depuis 1991. Nous sommes retournés à la planche à dessin pour faire en sorte que le renforcement des capacités devienne la pierre angulaire de la trajectoire de développement durable du continent. Certes, le renforcement des capacités était le chaînon manquant de divers plans de développement continentaux, sous-régionaux et nationaux.

La bonne nouvelle est qu'avec notre Stratégie 2017-2021 il y a une raison d'être optimiste, grâce à la reconnaissance et la confiance que nos différents partenaires d'Afrique et d'ailleurs nous manifestent. La Fondation est devenue l'Agence spécialisée de la Commission de l'Union africaine pour le renforcement des capacités, en particulier dans le contexte de l'Agenda 2063, le programme pour le développement durable de l'Afrique d'ici 2063.

Alors que nous acceptons humblement ce rôle, nous sommes conscients de l'immense tâche qui nous attend et nous sommes reconnaissants du soutien indéfectible des gouvernements africains, des partenaires bilatéraux et multilatéraux et autres.

Nous sommes également encouragés par la plus grande sensibilisation et l'accent mis sur l'établissement, la conservation et l'utilisation des capacités par les dirigeants africains, les États membres et nos partenaires institutionnels. Pour mener à bien notre nouvelle Stratégie, nous nous concentrerons sur ses quatre piliers : 1) permettre la réalisation efficace des priorités de développement du continent, 2) aider les pays à obtenir des résultats tangibles en matière de développement, 3) renforcer les contributions du secteur privé et de la société civile au développement durable et 4) exploiter les connaissances et l'apprentissage en vue d'accroître l'efficacité du développement. Nous continuerons de mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités, de fournir des services de renforcement des capacités et des services consultatifs, d'accorder des subventions et de gérer des fonds et de fournir des services de connaissances et des innovations dans le renforcement des capacités.

Nous sommes sûrs de tenir cette promesse dans les cinq prochaines années parce que, en tant que votre Fondation, nous avons accumulé l'expérience requise qui fait de nous l'institution incontournable en matière d'expertise et de ressources humaines pour conseiller et soutenir les pays africains, les communautés et institutions économiques régionales sur les mesures décisives à prendre pour développer d'urgence les compétences pratiques et les institutions nécessaires à la transformation économique du continent. Mais nous ne pouvons pas le faire nous-mêmes. Nous avons besoin de votre soutien en tout. Contactez-nous aujourd'hui à : root@acbf-pact.org.

Pr. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF
Photo: Elizabeth Ankomah

Le siège de l'UA à Addis-Abeba, où l'ACBF a présenté des arguments sérieux en faveur de l'UA et des CER

L'ACBF désormais parfaitement ancrée dans l'architecture de développement de l'Afrique

La Fondation est reconnue comme l'AGENCE SPÉCIALISÉE de l'Union Africaine pour le RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les efforts visant à placer le renforcement des capacités au centre de la gestion du développement en Afrique ont été entérinés plusieurs fois après l'approbation officielle de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique en tant qu'Agence spécialisée de la Commission de l'Union africaine pour le renforcement des capacités.

Cet aval qui est devenu officiel suite aux Résolutions de la 28e Session Ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine tenue en janvier 2017, est une preuve en béton de l'appréciation par les États membres de l'Union africaine de la position sans pareil de l'ACBF en tant que centre d'expertise et de ressources humaines sur le renforcement des capacités en Afrique. Ceci est basé sur 26 années d'un travail solide effectué par la Fondation pour conseiller et soutenir les pays africains, les communautés et institutions économiques régionales sur les étapes décisives à franchir pour développer les institutions clés et les compétences pratiques requises de toute urgence pour la transformation économique du continent.

« Nous acceptons avec humilité cette approbation de la Commission de l'Union africaine qui est une indication claire du fait que depuis 26 ans, l'ACBF a sans aucun doute prouvé, par son travail, qu'elle est le prestataire de services de connaissances et de renforcement des capacités en Afrique », a déclaré Pr. Emmanuel Nnadozie, l'estimable Secrétaire exécutif de l'ACBF.

« Dans plus de deux décennies, nous avons coordonné des programmes de renforcement des capacités valant plus de 700 millions de dollars dans 45 pays et contribué à la mise en place plus de 40 think tanks fiables de politiques qui conseillent les gouvernements africains sur les politiques à mettre en œuvre pour développer le renforcement des capacités.

« Notre production de plusieurs centaines de produits basés sur des données probantes quant aux besoins en capacités de l'Afrique, et ses trajectoires pratiques de développement, d'utilisation et de rétention des capacités, établies en Afrique, s'est révélée pionnière et nous avons fait la ferme promesse de produire encore plus de résultats pour le continent dans notre stratégie d'activités 2017-2021.

Cette stratégie repose sur quatre piliers : permettre la réalisation efficace des priorités de développement du continent, aider les pays à obtenir des résultats tangibles, renforcer le secteur privé et la société civile pour contribuer au développement durable et tirer parti des connaissances et de l'apprentissage pour accroître l'efficacité du développement.

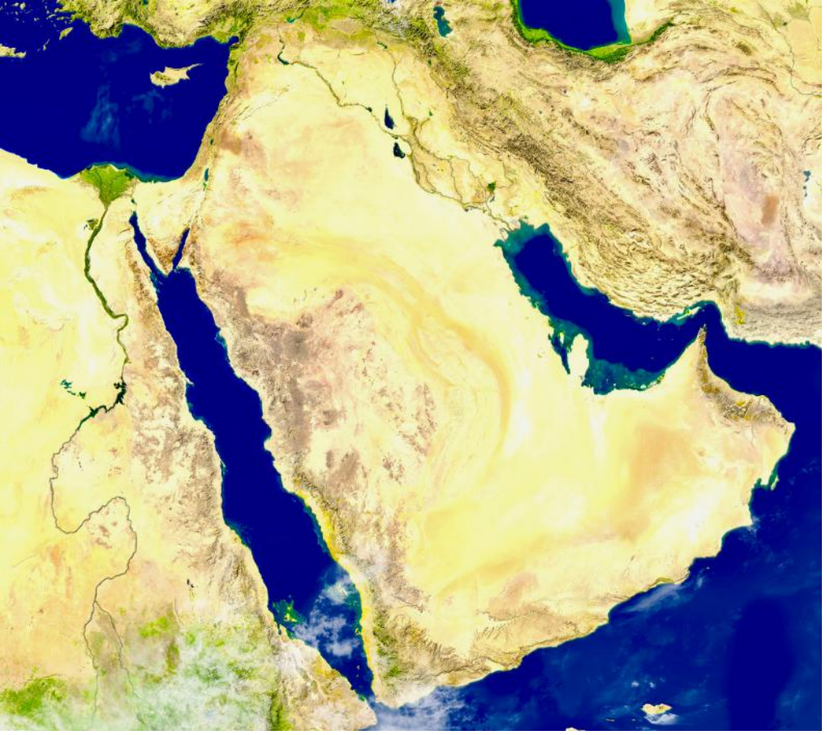
L'ACBF profitera donc de ce statut pour mieux répondre aux

L'ACBF va approfondir ses relations de travail

besoins urgents des pays africains et des communautés économiques régionales (CER), notamment en mettant en œuvre l'Agenda 2063 parallèlement aux objectifs de développement durable mondiaux.

L'ACBF plaide ardemment pour que l'Union africaine et les CER soient bien équipées pour tirer parti du programme continental, en particulier grâce à ses recommandations basée sur des preuves dans ses rapports d'étude sur les impératifs de renforcement des capacités pour l'Agenda 2063 ainsi que dans l'Enquête sur les besoins en capacités des communautés économiques régionales de l'Afrique et les stratégies pour y remédier.

Ce statut donne à la Fondation l'occasion d'approfondir ses relations de travail avec tous les États membres de l'Union africaine, les structures pertinentes de la Commission de l'Union africaine et les institutions africaines telles que la Banque africaine de développement (BAD), Afreximbank, sans oublier les partenaires multilatéraux tels que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour le bénéfice du continent.



L'Égypte (à g.) et le Golfe depuis l'espace : un partenariat avec l'ACBF verra l'Égypte devenir une porte d'entrée pour l'appui des pays du Golfe au renforcement des capacités en Afrique

L'Égypte et le Golfe :

nouvelles avancées attendues pour les capacités et le développement de l'Afrique

En février, trois ministres du gouvernement égyptien ont manifesté un vif intérêt pour les relations avec l'ACBF en vue du développement de leur pays ainsi que sur la façon dont l'ACBF devrait se repositionner pour mieux servir l'Afrique compte tenu des énormes besoins de capacités du continent. La délégation de l'ACBF au Caire était dirigée par le Secrétaire exécutif, Pr. Emmanuel Nnadozie, a eu une réunion de travail avec trois (3) fonctionnaires du gouvernement de la République égyptienne à savoir :

S.E. Ahmed Kouchouk, vice-Ministre des Finances pour les politiques fiscales et les réformes institutionnelles,
Photo: Amr Abdallah Dalsh / Reuters

S.E. l'Ambassadeur Mohamed Edrees, Ministre adjoint des affaires étrangères pour les affaires africaines
Photo: http://inyarwanda.com

S.E. l'Ambassadeur Amgad Abdel Ghaffar, vice-Ministre des affaires étrangères pour les organisations
Photo: http://linkedin.com

Les responsables égyptiens ont déclaré que l'Égypte était disposée à relancer sa coopération avec les pays africains et à partager ses meilleures pratiques et expériences dans le renforcement des capacités. Un partenariat avec l'ACBF pourrait être un catalyseur à cet égard.

La délégation de l'ACBF a également exprimé l'avis qu'un partenariat entre la Fondation et l'Égypte constituerait une passerelle pour la recherche de l'appui des pays du Golfe au renforcement des capacités en Afrique à travers l'ACBF.

La question de l'appartenance de l'Égypte à la Fondation a été particulièrement discutée et les autorités égyptiennes ont promis de l'envisager sérieusement et d'en assurer le suivi avec le ministre des Finances.

La discussion qui a suivi a porté sur la manière dont l'ACBF devrait se positionner dans l'architecture de l'Union africaine pour tirer parti des différents partenariats entre l'Afrique et le reste du monde, et en particulier avec la Ligue des pays arabes.

Le Secrétaire exécutif a exprimé la gratitude de l'ACBF à tous les officiels pour la réunion et a promis de faire le suivi de ces discussions importantes pour établir un partenariat gagnant-gagnant entre l'Égypte et l'ACBF.

Les sourires le disent : le Secrétaire exécutif de l'ACBF, Pr. Emmanuel Nnadozie (assis, extrême droite) pose avec le Dr. Benedict O. Oramah, Président d'Afreximbank (assis au centre) et leur personnel d'appui après la signature d'un protocole d'entente historique entre les deux organisations

Partenariat ACBF-Afreximbank

pour soutenir l'Afrique

L'Afrique devrait bénéficier d'autres initiatives pour appuyer le commerce intra-africain, atténuer les risques spécifiques des pays, améliorer le financement des programmes de renforcement des capacités et le financement des initiatives générales de renforcement des capacités, grâce à la naissance d'un nouveau partenariat entre l'ACBF et African Import Bank (Afreximbank) en début d'année.

Les deux institutions ont signé un protocole d'entente à cet effet en janvier au siège d'Afreximbank au Caire. Ce protocole a été signé par le Dr. Benedict O. Oramah, Président d'Afreximbank et le Pr. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire Exécutif de l'ACBF.

Depuis, les deux parties ont mis la main à la pâte pour le mener à bien avec le travail stratégique continu d'un comité mixte mis en place à cette fin. Le comité mixte est responsable de l'application du plan de mise en œuvre des activités et se réunit au moins une fois par an afin d'en évaluer l'exécution, évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du protocole d'entente et recommander toute mesure jugée nécessaire pour assurer une mise en œuvre efficace du protocole d'entente.

Par une poignée de main, Pr. Emmanuel Nnadozie (à g.) scelle le protocole d'accord avec le Dr Benedict Oramah

L'avenir entre leurs mains : Le Rapport 2017 sur les capacités en Afrique a été lancé simultanément en plusieurs lieux, entre autres (ci-dessus) à Accra, au Ghana

L'info à chaud : les rapports de l'ACBF sur les STI, l'Agenda 2063

Rapport 2017 sur les capacités en Afrique

Selon la 6e édition du Rapport sur les capacités en Afrique (RICA 2017), lancée dans neuf capitales en Afrique ainsi qu'à Stockholm (Suède), la science, la technologie et l'innovation (STI) sont devenues encore plus essentielles pour l'Afrique après l'adoption du plan de développement à long terme du continent, l'Agenda 2063, l'engagement envers les Objectifs de développement durable des Nations Unies et la propre stratégie d'industrialisation de l'Afrique.

Il est intéressant de noter que l'Agenda 2063 est sous-tendu par les STI comme moteur de la croissance durable et de la transformation économique, un fait qui a conduit à l'adoption d'une Stratégie décennale de la science, de la technologie et de l'innovation pour l'Afrique (STISA-2024) par les dirigeants de l'UA en juin 2014. Ceci fait que le thème du RICA 2017, (Renforcer les capacités pour la science, la technologie et l'innovation en vue de la transformation de l'Afrique) est très pertinent.

Le rapport, qui s'appuie sur des enquêtes menées dans 44 pays du continent, montre clairement qu'il est possible de trouver de meilleurs moyens de financer le développement par le biais des STI, élaborer des stratégies régionales pour le développement du secteur, révolutionner le renforcement des capacités et investir considérablement dans l'enseignement supérieur/la recherche avec les outils appropriés. En réalité, la publication indique que les pays africains doivent s'engager à honorer l'engagement d'1% du PIB pour les investissements de recherche et développement (R & D) qu'ils ont pris en 1980 et 2005, et même aller plus loin, à environ 3% du PIB.

Actuellement, l'Afrique représente environ 5% du PIB mondial, mais n'est responsable que d'1,3% des dépenses mondiales en R & D. L'Afrique demeure donc désavantagée sur l'effort global de STI en raison des faibles investissements dans le renforcement des capacités de STI. Mais pour que le continent devienne compétitif à l'échelle mondiale et comble son retard de développement par rapport au reste du monde, les gouvernements africains doivent combler le déficit d'investissement dans les STI.

Le lancement du rapport a été l'occasion pour l'ACBF de souligner son engagement à coordonner le renforcement des capacités en STI sur le continent en établissant des partenariats stratégiques dans le cadre de sa Stratégie 2017-2021 en appui au travail de la Commission de l'Union Africaine dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Trilogie sur les impératifs de capacité de l'Afrique pour la réalisation de l'Agenda 2063

Au début de l'année, l'ACBF a officiellement dévoilé une série de trois rapports détaillés sur ce que l'Afrique doit vraiment faire pour mettre en œuvre l'Agenda 2063, produite en collaboration avec la CUA. Il s'agit de :

1) « AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE, Compétences techniques essentielles en Afrique, Dimensions capacitaires clés nécessaires pour les 10 premières années de l'Agenda 2063 »

Cette publication relève que le plus grand défi à l'appropriation du programme de développement de l'Afrique et à la gestion de ses principaux programmes de développement est fondé sur la question des compétences techniques critiques (CTC) en Afrique. Pour réaliser la vision de l'Agenda 2063, en plus de l'idéologie et de l'impératif existentiel de l'Afrique pour accomplir sa destinée en tant que grand continent de l'avenir, elle doit posséder, utiliser et avoir confiance en ses propres professionnels de CTC, formés et travaillant selon un standard de classe mondiale.

2) « AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE, Besoins de capacités pour la nouvelle vision africaine, l'Agenda 2063, L'Afrique que nous voulons bâtir »

Ce rapport fournit un cadre conceptuel et opérationnel des impératifs et des questions de capacités requises pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063. La nature de l'affectation nécessitait un système flexible pour la consultation, la collecte, et l'analyse d'informations et de données. Les conclusions de ce rapport découlent d'entrevues et de discussions de haut niveau avec des organisations clés, de consultations initiales avec d'autres intervenants clés et de personnes compétentes ainsi que de travaux analytiques. La recherche comprenait également des questionnaires et des examens de documents.

3) L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE, Cadre du plan de renforcement des capacités, Soutien à la mise en œuvre du premier plan décennal, « L'Afrique que nous voulons bâtir ».

Ce document du plan de renforcement des capacités (PDC) propose des PDC à plusieurs niveaux et multipartites qui identifient un ensemble initial d'activités de renforcement des capacités de base pour la première décennie.

Plan de mise en œuvre de l'année (premier plan décennal) de l'Agenda 2063.

Repose-toi, preu chevalier : Pr. Callisto Enias Madavo, Président du Conseil d'administration de l'ACBF, est décédé le 12 janvier 2017

Hommage à l'ancien Président de notre Conseil d'administration :

Pr. Callisto Enias Madavo

C'est avec un grand choc que la famille de l'ACBF s'est réveillée le 12 janvier 2017 à la nouvelle du décès du professeur Callisto Enias Madavo, qui a présidé son Conseil d'administration jusqu'à sa mort.

Un grand fils de l'Afrique et un véritable promoteur du renforcement des capacités en vue d'un développement durable axé sur l'Afrique, Pr. Madavo a été élu Président du Conseil d'administration de l'ACBF le 20 octobre 2014.

Pr. Madavo a occupé plusieurs postes de haut niveau à la Banque mondiale, notamment celui de vice-président pour la région Afrique, après avoir été directeur national pour l'Asie de l'Est et directeur du Département des programmes du Pakistan. Plus récemment, il a été conseiller spécial du Président de la Banque mondiale. Pr. Madavo possède une vaste expérience du travail de développement dans une large gamme de questions relatives aux programmes des pays, ainsi que de questions sectorielles, notamment l'urbanisation en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Il a défendu un certain nombre d'initiatives à la Banque mondiale, notamment l'initiative sur le VIH/sida, le renforcement des capacités et l'infrastructure.

Il a supervisé une myriade d'activités soutenues par la Banque mondiale dans 47 pays d'Afrique subsaharienne, notamment le Kenya, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Somalie et le Soudan. Les principales activités ont porté sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté ainsi que la promotion de la bonne gouvernance. Les autres activités comprennent le développement du secteur privé, les programmes après-conflit et le développement du secteur social. Il était responsable de plus de 1300 employés avec un budget administratif de plus de 250 millions par an et un engagement annuel de plus de 4 milliards de dollars US en prêts et dons.

Il a fait de même pour l'Asie de l'Est en Malaisie, en Thaïlande, en Corée, aux Philippines, au Viet Nam, au Cambodge, au Laos et au Myanmar.

Après avoir pris sa retraite de la Banque mondiale, Pr. Madavo a été professeur invité au programme d'études africaines de l'Université George Washington, enseignant un cours sur le développement de l'Afrique.

Pr. Madavo détenait un doctorat en économie du développement de l'Université de Notre Dame (1969). Après avoir appris la triste nouvelle de son décès, le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et le Secrétariat de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique ont présenté leurs plus sincères condoléances à Mme Madavo, leurs enfants et tous les membres de leur famille pour la perte irréparable subie par eux et par le continent africain dans son ensemble.

THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | *Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités*

L'UNION AFRICAINE + 8 COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES + 45 PAYS

INLASSABLEMENT SERVI PENDANT PRESQUE 3 DÉCENNIES

PAR:

- LA MOBILISATION ET LA MAXIMISATION DES RESSOURCES
- LES SERVICES DE CONSEIL DANS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
- LES FINANCEMENTS, LES INVESTISSEMENTS ET LA GESTION DES FONDS
- LA PROMOTION DE L'INNOVATION DANS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
- LES SERVICES DE CONNAISSANCES

PLUS DE $700 MILLIONS ONT ÉTÉ INVESTIS POUR

- AMÉLIORER LA FORMULATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES
- RESPONSABILISER LES FEMMES ET PROMOUVOIR L'INTÉGRATION RÉGIONALE
- FORMER LES PARLEMENTAIRES, LE SECTEUR PRIVÉ ET LES LEADERS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES TECHNOCRATES ET LES COMMUNAUTÉS POUR QU'ILS INCARNENT LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DE LEURS PAYS.

PLUS DE 40 THINK TANKS ONT ÉTÉ CRÉÉS ET DES CENTAINES ONT ÉTÉ AIDÉS À PROMOUVOIR DES POLITIQUES BASÉES SUR DES FAITS ET À UTILISER LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS DES ACTIONS IMMÉDIATES

SOUTENEZ ET COLLABOREZ AVEC NOUS AUJOURD'HUI

ROOT@ACBF-PACT.ORG | WWW.ACBF-PACT.ORG